

Travail de rue et doubles sens de l'Etat Une double incompréhension potentielle

Par Jean Blairon

Il est fréquent que le travail de rue suscite un lot d'incompréhensions « pratiques » : le caractère informel, non programmé des interventions, est retraduit par certains en une tendance au désœuvrement ; l'adaptation au public, en improvisation sauvage ou en non-interventionnisme inexplicable.

Le présent guide s'est attaché à montrer qu'il n'en est rien : le travail de rue, pour multiforme et souvent imprévisible qu'il soit met bien en oeuvre des logiques d'action précises, cohérentes et pertinentes.

Un second risque surgit ici : celui de réduire ce travail à des modes d'actions techniques qui pourraient s'adapter (c'est-à-dire se plaquer) partout, quel que soit le contexte, quelles que soient les orientations.

Il importe au contraire de comprendre la connexité intrinsèque des moyens et des fins : les uns et les autres sont indissociablement liés, ne trouvent leur sens que dans ce lien.

C'est pourquoi il a semblé utile de conclure ce guide méthodologique en reliant les aspects pratiques aux orientations qui leur donnent sens, tant à un niveau politique qu'à un niveau sociétal.

Une scène emblématique

C'est une publicité aperçue récemment dans une gare belge. L'essentiel du cadre est occupé par un centaure un peu particulier, puisqu'il est mi-femme mi-cheval. La jeune femme/animal, longs cheveux blonds bouclés, nue, nous tourne le dos ; elle contemple un panneau d'information

relatif aux horaires des trains. Derrière le panneau, nous faisant face, un jeune cadre, dont le costume un peu étriqué semble symboliser la psyché, contemple la « voyageuse » ; son visage exprime la surprise, la posture de son corps, l'attirance et la méfiance. La légende nous interpelle : « Quelque chose de suspect ? Appelez gratuitement le 0800... »

La scène nous paraît emblématique d'une manière d'érotisation de la délation, comme si son exercice, dans un contexte chargé d'ambiguïté, devenait aussi valorisé que la résistance à la tentation sexuelle. Le « quelque chose de suspect », c'est l'étrangeté du centaure, étrangeté chargée de désirabilité. Par un glissement métonymique, c'est la délation qui peut en devenir séduisante plutôt qu'honteuse.

La scène est exemplaire d'une tendance au « renversement de toutes les valeurs » qui affecte notre société ; elle témoigne aussi de la nouvelle conception de l'espace public : placé sous la surveillance permanente de chacun d'entre nous mué en policier « moral », l'espace public « surexposé » ne peut plus rien accueillir de différent.

Un basculement de société

C'est que nous vivons depuis les années 80 un véritable basculement de société. Ayant jugulé les grands mouvements de contestation culturelle des années soixante, les sociétés cessent de vouloir assurer la sécurité d'existence de chacun de leurs membres pour se préoccuper majoritairement de la sécurité des biens et des per-



sonnes, pour les groupes les mieux lotis en tout cas : c'est le cas dans les territoires locaux, mais également dans les relations internationales.

D'une façon massive, en effet, des violences de structure frappent certains groupes sociaux, dont les jeunes. Les politiques publiques en matière de logement, de travail, d'énergie, voire d'éducation, sont à la privatisation et à l'exclusion assumée.

Paul Virilio le relate ainsi, en citant Michael Heim, « lointain disciple californien de Heidegger » :

« Tous les signes de déclin social, du politique, du civil, doivent être interprétés positivement comme des signes d'avènement du Cyber. C'est vrai que nous risquons d'abandonner une partie de la population à son sort en entrant dans le Cyberspace, mais la technoculture est notre destin. »¹

Propos complétés par ceux de N. Negroponte et J.P. Barlow, président de Electronic Frontier Foundation :

« Nous sommes entrés dans l'ère digitale, celle d'un réseau universel sans responsable, sans président, sans tête... En raison de sa structure décentralisée, il sera d'ailleurs impossible de censurer le réseau à moins d'interdire le téléphone ! Et c'est heureux car l'espace cybernétique doit refléter la *société des individus* et en aucun cas devenir le jouet des Etats. »

Paul Virilio commente :

« Le paradoxe absolu d'une société des individus « sans responsable, sans loi, sans tête », se profile déjà dans le dédoublement nocturne des banlieues anationales et asociales qui s'élargissent sans cesse au détriment des anciens quartiers histo-

riques, mais aussi avec la création récente des priva-topia américaines ou les projets japonais de « villes à côté des villes »... »

Nous voyons clairement les effets de cette conception d'une société où règnent la privatisation et l'exclusion.

Nous aimerions les critiquer à partir des « politiques » qui se sont imposées dans le champ financier, et dont nous voyons aujourd'hui les conséquences sur « l'économie réelle ». Pour nous, les mêmes politiques ont été à l'oeuvre dans le champ social, avec des conséquences catastrophiques sur la société réelle – ces dernières ne mobilisent pas pour autant des investissements mondiaux massifs.

Depuis longtemps déjà, l'économiste François Chesnais² avait décrit les mutations du champ financier qui produisent aujourd'hui les effets que l'on sait.

L'auteur mettait en lumière trois orientations connectées entre elles :

- la déréglementation, à savoir le démantèlement de toutes les législations considérées comme des entraves au libre échange ; l'affaiblissement du pouvoir de l'Etat-Nation sur son économie en est une conséquence (on constate avec étonnement les revirements spectaculaires en la matière que la crise suscite, notamment avec des « nationalisations » des banques ou ce qu'on présente comme telles);
- le décloisonnement, qui « permet » de passer très aisément d'un produit à l'autre (les prêts hypothécaires américains hasardeux, « emballés » de façon peu visible dans d'autres produits financiers en constituent une illustration limpide);



- la désintermédiation, soit la tendance au contact direct entre l'individu et l'activité financière : (une composante indirecte en est la faible information dont ont bénéficié les petits investisseurs individuels, plus d'un découvrant avec stupeur la véritable nature des actions qu'il avait acquises sans le savoir).

Nous posons que le champ social est affecté des mêmes dérives (au profit des mêmes ?).

En effet, la déréglementation est telle que l'on peut affirmer aujourd'hui des grands principes sans qu'ils soient le moins du monde suivis d'effets ; on peut aussi adhérer aux conventions internationales sans les appliquer. Pensons à l'enfermement des mineurs, aux dérives sécuritaires qui conduisent au démantèlement des lois qui visaient à assurer une protection à l'enfance et la jeunesse, en distinguant clairement ces populations des responsabilités qui s'appliquent d'office aux adultes.

Qu'on examine aussi le passage, dans beaucoup de sociétés, d'un régime de protection sociale inconditionnelle à une aide (de plus en plus) conditionnée : ceux qui bénéficient d'une telle « aide » étant d'ailleurs d'office considérés comme suspects, susceptibles d'être des « profiteurs » du système, pendant que des « parachutes en or » étaient assurés sans sourciller aux hauts responsables, même défailants.

La désintermédiation est omniprésente : c'est de fait désormais l'individu lui-même, en direct, qui doit assumer, par son activité, son « intégration » sociale. La panoplie des projets et contrats auxquels sont soumis tous les publics en difficulté fonctionne comme autant de parodies de l'esprit d'entreprendre qui est supposé

trionpher, parce que « libéré », dans la nouvelle société des individus.

Nous reviendrons sur le décloisonnement plus bas, tant ce fonctionnement est essentiel. Nous montrerons qu'il affecte essentiellement les activités d'aide et celles de contrôle : on passe désormais sans coup férir de l'une à l'autre et dans une ambiguïté aussi importante que « l'érotisation de la délation » que nous avons constatée au début de notre travail.

Pour l'heure, il est essentiel de rappeler que ces nouveaux fonctionnements du champ social triomphent dans des sociétés où le capital culturel occupe une place sans précédent.

Le développement des sociétés s'appuie en effet, comme jamais auparavant, sur les ressources culturelles, dont rend compte la trilogie *capital de connaissances*, *capital de force créatrice*, *capital confiance*.

Le manque de ces formes de capital a malheureusement la particularité, dans une société régie par le mouvement, la capacité de connexion à des expériences nouvelles (ce que Luc Boltanski a appelé le « monde du projet »³), de produire une diminution du même capital : nous avons affaire à une régression/exclusion à l'infini.

Le manque de confiance que l'on inspire, par exemple, coupe des possibilités de connexion dont dépend souvent la constitution d'une capacité créatrice, elle-même génératrice d'acquisition de savoirs – et inversement : une déficience en termes de capital/connaissances peut engendrer une stigmatisation au sens strict⁴, laquelle coupe des possibilités de connexion riches et rares auxquelles seul un fort capital confiance peut ouvrir, etc.



Pour beaucoup de nos concitoyens, surtout jeunes, les inégalités culturelles produisent une exclusion culturelle capable de s'aggraver elle-même, et ceci dans le contexte où chacun, invité à se « responsabiliser », est susceptible de se voir reprocher sa situation comme « l'ayant voulu parce que n'ayant pas cherché à en sortir ».

Il n'est peut-être pas excessif de dire, comme G. Tabacchi⁵, que les jeunes dont les trajectoires passent de l'institut d'éducation à la famille puis aux loisirs, y compris des activités d'engagement, ne sont plus les mêmes que ceux dont les trajectoires sont la rue, les lieux réservés voire clandestins, les errances diverses ; force est même de constater que ces deux groupes ne se croisent plus.

Les protagonistes

Ces violences indissociablement culturelles et sociales, qui s'exercent souvent dans le silence ou la méconnaissance, ont évidemment suscité des réactions de refus et des contre-offensives appropriées. Comme souvent, ce fut le secteur associatif qui se mobilisa.

Certes, nous avons assisté en l'occurrence à des types d'initiatives d'inspirations diverses : des dynamiques instituant dans lesquelles se sont impliqués des travailleurs sociaux, révoltés par le constat que les formes traditionnelles d'action ne convenaient pas à ces situations nouvelles ; des initiatives plutôt communautaires, comme ce fut le cas de plusieurs églises ; des mesures d'inspiration philanthropique, comme le soutien de fondations, voire d'instances financières comme la Banque mondiale. Nous avons éprouver quelque perplexité devant cette dernière catégorie, puisqu'elle aboutit à une

logique « humanitaire », qui prend acte, au fond, que les jeunes dont nous parlons ne possèdent pas de ressources propres et se trouvent à la lisière de l'humanité. On peut aussi regretter que le désinvestissement du secteur privé par rapport à sa contribution aux mécanismes de redistribution (les impôts sont considérés désormais comme une charge qui entrave l'activité économique et financière) soit en quelque sorte masqué par des actions de philanthropie, souvent ponctuelles et changeantes d'ailleurs, qui viennent remplacer des mesures plus structurelles et de fait justifier leur absence.

Nous pensons au contraire pour notre part que les réponses adéquates à apporter se trouvent dans une articulation particulière des services publics (qui garantissent une égalité de traitement et s'opposent ainsi aux interventions « corporatistes », seulement destinées in fine à des « élus ») et des dynamiques associatives (qui se caractérisent par l'engagement, la capacité à restaurer un lien de confiance, la mobilité et l'invention). Mais cette articulation des associations et de l'Etat n'est pas sans poser quelques problèmes.

Les doubles sens de l'Etat

Les révoltes culturelles des années soixante ont souvent fait de l'Etat, on s'en souvient, l'adversaire central : considéré comme policier, bras armé des positions dominantes s'insinuant partout (l'école, l'hôpital, l'asile... sont des « appareils idéologiques d'état »), l'Etat incarne l'ordre et la répression.

Lorsqu'il se désinvestira de plus en plus de l'action sociale, on percevra mieux le double sens de l'Etat : relais des positions dominantes, certes, l'Etat est aussi garant



des conquêtes des mouvements ouvriers et soutien aux moins favorisés (par exemple dans les social-démocraties), notamment en se faisant l'incarnation des solidarités collectives.

Cette prise de conscience du double sens de l'Etat a été le mieux traduite par Pierre Bourdieu en 1998 :

« Et si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'Etat), des forces qui, sous apparence de défendre simplement, comme on le leur reprochera aussitôt, un ordre disparu, et les « privilèges » correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit, et qui ferait place à des collectifs orientés vers la *poursuite rationnelle de fins collectivement élaborées et approuvées*. Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat, Etat national ou, mieux encore, supranational, c'est-à-dire européen (étape vers un Etat mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers ; capable aussi et surtout de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail en organisant, avec l'aide des syndicats, l'élaboration et la défense de *l'intérêt public (...)* »⁶

Ce premier **double sens** constate donc que « l'Etat bourgeois », tant critiqué dans les années soixante, peut aussi être un ac-

teur capable de s'opposer aux dérives de l'individualisation excluante dont nous avons parlé.

D'où la formule de Pierre Bourdieu (dès 1993⁷) de la « schizophrénie de l'Etat » : on se souvient de sa célèbre formule qui constate que « la main droite de l'Etat » ne sait plus ou ne veut plus savoir ce que fait sa « main gauche » - celle qui se préoccupe de compenser les inégalités sociales et culturelles, de résister à la violence structurelle exercée par les marchés, relayées et donc renforcées au quotidien par une série de petites violences « qui échappent aux regards comme aux sanctions ». La rue en est un des théâtres les plus importants.

Mais nous devons acter ici la présence d'un **deuxième double sens** : pour faire pièce à la face répressive de l'Etat, les travailleurs de la main gauche (dont les travailleurs de rue) ont inventé une série de pratiques plus ouvertes, plus participatives, au plus près des ressources de leurs bénéficiaires. « L'accompagnement » a été un des maîtres-mots de cette transformation.

Mais on assiste aujourd'hui au « retournement » de cette orientation⁸ au profit d'un contrôle « soft », décentralisé, mobile et ambigu : l'accompagnement devient une surveillance délocalisée et maquillée, le travailleur est invité à détecter les déviances et à « prévenir » les forces de normalisation (c'est-à-dire à les informer).

Les nouveaux métiers du social deviennent aussi ambigus que l'image initiale que nous avons commentée, où la délation se fait elle-même désirable.

« Dans certains pays d'Europe, comme la France, on assiste à l'émergence d'une



nouvelle forme de travail social à fonctions multiples qui *accompagne la reconversion collective au néo-libéralisme* : d'une part, occuper, à la façon des Ateliers nationaux en d'autres temps, des détenteurs de titres scolaires dévalorisés, souvent généreux et militants, en leur faisant encadrer des gens occupant une position homologue ; d'autre part, endormir-encadrer les laissés-pour-compte de l'Ecole en leur proposant une fiction de travail et en faisant d'eux des salariés sans salaire, des entrepreneurs sans entreprise, des étudiants prolongés sans espoir de diplômes ou de qualifications. »⁹

Nous assistons en l'occurrence à un **décloisonnement entre les tâches de surveillance et de contrôle et les tâches d'aide et d'assistance.**

La main gauche de l'Etat (et ses nombreux délégués) est donc invitée à pratiquer avec fluidité des transferts vers la main droite dans la plus grande confusion permise par les nouvelles formes d'encadrement.

Le travail de rue n'est malheureusement pas le seul à être pris dans ce deuxième double sens : le projet « Jobpass » mis en place par le Service public de l'Emploi en Belgique (le Forem) devrait permettre le transfert automatisé de flux d'informations à propos des actions des demandeurs d'emploi depuis les associations jusqu'au service public de contrôle (et d'exclusion) des chômeurs, en passant par les fonctionnaires qui « accompagnent » les projets individuels des dits demandeurs.

Un travail social comme le travail de rue est donc confronté à deux doubles sens de l'Etat, doubles sens déséquilibrés par ailleurs : la démission de l'Etat est une tendance plus forte que la protection qu'il

peut assurer comme acteur collectif ; le contrôle s'impose pour l'instant davantage que l'aide ouverte et participative.

Les appuis internes

On peut penser que ces déséquilibres ne seraient pas si forts si les courants dominants ne pouvaient pas compter sur un appui interne (probablement peu visible) à l'intérieur même de ceux qui résistent à la domination et souhaitent enrayer un tant soit peu ses effets.

La « schizophrénie de l'Etat », ainsi, a pu d'autant plus facilement être acceptée que le groupe des travailleurs sociaux s'enfermait dans une idéologie propre au « groupe moyen » et qui les conduisait, d'une part, à se déclarer « non-dupes » du rôle que l'Etat souhaitait les voir jouer, mais d'autre part à se représenter comme impuissants à peser sur les orientations publiques. Cette idéologie « Ni-Ni », selon le mot d'Emile Servais, (ni dupes ni acteurs) a pu évidemment renforcer le premier déséquilibre (entre main gauche et main droite).

Le second déséquilibre (entre accompagnement libre et décloisonnement au profit d'un contrôle larvé présenté comme séduisant) s'appuie quant à lui sur l'état actuel de l'idéologie dominante.

Luc Boltanski¹⁰ le décrit notamment à partir des composantes suivantes :

- le recours à une technicité censée incarner la neutralité de la raison, mais qui impose de fait une logique programmatique toujours inspirée de la logique entrepreneuriale (cfr le thème du projet dénoncé par Pierre Bourdieu); l'invasion des logiques managériales jusqu'au cœur de l'action associative en



constitue un exemple ; l'empressement à développer des « systèmes qualité », un analyseur;

- le défaussement de la responsabilité collective sur l'individu, sommé de « vouloir », puisque « vouloir ce serait d'office pouvoir »;
- un exercice du pouvoir qui s'effectue désormais par la mise en mouvement obligée plutôt que par l'imposition d'un ordre ; mise en mouvement qui transforme le capital culturel en cible et en vecteur de manipulation : les connaissances, par exemple, deviennent des marchandises dont le renouvellement suit les cycles de la mode.

Travail de rue et sens de l'action

On comprendra dès lors l'importance, dans la réflexion méthodologique que le travail de rue opère sur lui-même, d'un certain nombre d'éléments qui s'opposent trait pour trait aux formes nouvelles qu'adopte l'idéologie dominante.

Le modèle d'efficacité que le réseau des travailleurs de rue adopte, par exemple, s'oppose en tous points à une conception technocratique de l'action. Nous pouvons nous réjouir que ce que nous avons proposé d'appeler, à la suite de François Jullien, « modèle de propension »¹¹ ait été adopté et approprié par le réseau : nous pensons en effet que ce modèle peut s'opposer efficacement au « double fond » que possèdent bien des technicités qui prétendent soutenir la « professionnalisation » du travail social.

L'attention apportée par le travail de rue à la dimension des collectifs constitue une deuxième zone d'opposition à l'idéologie dominante. Il ne s'agit en rien de con-

tribuer au défaussement généralisé qui permet de reporter sur les jeunes la responsabilité des inégalités qu'ils subissent. Il ne s'agit pas non plus de les approcher comme des victimes, en leur déniaient des ressources qui les éloigneraient définitivement de la possibilité de reprendre un peu d'emprise sur leur existence.

Enfin, l'accompagnement prôné par le travail de rue se départit du pouvoir exercé par le mouvement. En assumant la nécessité, pour un temps au moins, d'une « coulisse » protectrice, en dehors des scènes sociales surexposées où les jeunes ne peuvent qu'être stigmatisés, le travail de rue donne du temps au temps et permet de faire pièce à l'exclusion ; à tout le moins, il mobilise les marges de manoeuvre exploitables dans les situations qu'il affronte, pour tenter de « défaire ce que le monde social a fait », comme le dit Pierre Bourdieu.

En agissant de la sorte, il ne fait pas que tenter de répondre aux besoins « clandestins » de tant de jeunes que la société surexpose sans accepter pour autant de les voir. Il rappelle aussi, à un niveau international, l'Etat à ses devoirs et en appelle au dépassement des ambiguïtés qui font la cruauté du quotidien de tant de jeunes aujourd'hui.



Notes

- 1 P. Virilio, « Le grand Soir », in *Un paysage d'événements*, Paris, Galilée, 1996.
- 2 F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994.
- 3 Cfr sur ce point J. Fastrès et J. Blairon, *Luttes culturelles, Luttes sociales*, Développement n° 6, in <http://www.intermag.be>
- 4 Idem, *ibidem*, Développement n° 10.
- 5 Consorzio Sociale Abele lavoro, exposé lors des journées « Métis Europe » consacrées aux « jeunes sans limites, jeunes sans frontières ».
- 6 P. Bourdieu, « Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », in *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998. Nous attirons l'attention sur la date de publication, de dix ans antérieure à la crise que nous connaissons.
- 7 Dans sa somme *La misère du monde*.
- 8 Cfr C. Bartholomé, L'accompagnement, des postulats et des engagements pédagogiques à sauvegarder, www.intermag.be/images/pdf/accompagnement.pdf
- 9 P. Bourdieu, « La main invisible des puissants », in *Contre-feux 2*, Paris Raisons d'agir, 2001, p. 53.
- 10 L. Boltanski, *rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008.
- 11 J. Fastrès et J. Blairon, *La prévention, un concept en déperdition ?*, Bruxelles, Luc Pire, 2002.